

# SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 1218)

## DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro dell'Interno**

(SCALFARO)

col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(MARTINAZZOLI)

col **Ministro dei Trasporti**

(SIGNORILE)

col **Ministro del Commercio con l'Estero**

(CAPRIA)

e col **Ministro della Marina Mercantile**

(CARTA)

*(V. Stampato Camera n. 1743)*

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 27 febbraio 1985*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 1° marzo 1985*

Ratifica ed esecuzione dell'accordo in materia di marina mercantile tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo del Regno del Marocco, firmato a Rabat il 15 aprile 1982

**DISEGNO DI LEGGE**  

---

**ART. 1.**

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo in materia di marina mercantile tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo del Regno del Marocco, firmato a Rabat il 15 aprile 1982.

**ART. 2.**

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XXII dell'accordo stesso.

**ART. 3.**

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

ACCORD EN MATIERE DE MARINE MARCHANDE ENTRE LA  
REPUBLIQUE ITALIENNE ET LE ROYAUME DU MAROC.

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement du Royaume du Maroc

Convaincus que le développement des transports maritimes entre la République Italienne et le Royaume du Maroc contribuera au renforcement de la coopération entre les deux Pays

Désireux d'asseoir une telle coopération amicale dans le domaine des transports maritimes sur le respect mutuel et la réciprocité des intérêts

Conscients de la nécessité d'harmoniser les activités de transports maritimes entre les deux Pays

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I.

Dans le présent Accord:

1) Le terme « navire d'une Partie contractante » désigne tout navire battant pavillon de cette Partie et les navires assimilés. Les navires assimilés s'entendent des navires affrétés par des personnes physiques ou morales de l'une des Parties contractantes conformément à sa législation.

Cependant, ce terme ne comprend pas:

- a) Les navires de guerre;
- b) Les autres navires armés par un équipage appartenent à la Marine de Guerre;
- c) Les navires de recherches hydrographiques, océanographiques et scientifiques qui ne se conformeraient pas à la réglementation en vigueur dans l'autre Partie au titre des activités correspondantes;
- d) Les bateaux de pêche;
- e) Les navires inférieurs aux normes.

2) Le terme « membre de l'équipage d'un navire » désigne toute personne engagée à bord d'un navire en vue d'y occuper un emploi permanent relatif à sa marche, sa conduite, son entretien ou son exploitation et inscrite sur le rôle d'équipage.

## ARTICLE II.

Le présent Accord a pour objet d'organiser les trafics entre les ports italiens et les ports marocains et définir les conditions dans lesquelles les navires des Parties contractantes auront accès au trafic des deux Pays.

## ARTICLE III.

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer de façon à éliminer tous les obstacles qui pourraient entraver le développement de la navigation entre les ports des deux Pays et à prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la coordination des trafics et l'organisation d'un service suffisant pour couvrir les intérêts du commerce extérieur de chacun des deux Pays.

## ARTICLE IV.

En ce qui concerne les transports par voie maritime des marchandises entre les deux Pays, le régime appliqué par les Parties contractantes aux transports de lignes favorisera une participation équilibrée de leurs armements respectifs et reposera sur la clé de répartition 40-40-20 en volume et en valeur, restant entendu que chacune des deux Parties contractantes a le droit d'effectuer au moins 40 % de ces transports.

Le régime à appliquer par les Parties contractantes aux autres transports des marchandises et aux transports des passagers favorisera une participation équitable.

Chaque Partie contractante dispose souverainement des droits de trafic qui lui reviennent aux termes du présent article.

## ARTICLE V.

1) Les modalités d'application des dispositions de l'article 4 du présent Accord seront fixées d'un commun accord entre les armateurs des deux Parties contractantes. Toute entente entre ces armateurs et notamment toute variation des taux de fret devront être communiquées pour un éventuel examen à la Commission Mixte prévue à l'article 19 du présent Accord.

2) Les armateurs auront la charge de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'organisation des trafics en cause dans le cadre de conférences couvrant la ligne régulière, le tramping et le trafic de passagers pour permettre la meilleure exploitation de ces trafics dans l'intérêt mutuel des armateurs et des chargeurs des deux Pays.

## ARTICLE VI.

Les Parties contractantes s'abstiennent d'effectuer tous les services portuaires sur le territoire de l'autre Partie, notamment les services de pilotage et de remorquage, dans les ports, les eaux territoriales et les voies navigables intérieures, les opérations de cabotage, de remise à flot, de sauvetage et d'assistance et, conformément à leurs législations nationales, toutes autres activités notamment de recherche scientifique ou de pêche qui sont réservées au pavillon national.

Toutefois, le fait pour les navires de commerce d'une Partie contractante navigant d'un port à l'autre de l'autre Partie contractante de débarquer des marchandises en provenance de l'étranger, ne sera pas considéré comme cabotage.

## ARTICLE VII.

Chacune des Parties contractantes assure dans ses ports, aux navires de l'autre Partie, le même traitement qu'à ses propres navires, en ce qui concerne la perception des droits et taxes portuaires ainsi que la liberté d'accès aux ports, leur utilisation et toutes les commodités qu'elle accorde à la navigation et aux opérations commerciales pour les navires et leurs équipages, les passagers et les marchandises, ainsi que l'attribution des places à quai et les facilités de chargement et de déchargement.

## ARTICLE VIII.

Les deux Parties contractantes prennent dans le cadre de leur législation et de leur réglementation portuaires respectives les mesures nécessaires en vue de simplifier l'accomplissement des formalités administratives, douanières et sanitaires en vigueur dans leurs ports.

Les deux Parties s'accorderont un traitement non discriminatoire en ce qui concerne ces formalités.

Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte aux droits des Autorités locales pour tout ce qui concerne l'application de la *legislation et la réglementation douanière, la santé publique* et les autres mesures de contrôle concernant la sécurité des navires et des ports, la protection contre la pollution marine, la sauvegarde des vies humaines, le transport des marchandises dangereuses, l'identification des marchandises et l'admission des étrangers ainsi que toute action en justice dans tous les cas où la responsabilité civile relevant de l'autre Partie contractante et se trouvant dans un port de la première Partie serait engagée, étant entendu que toute législation et réglementation nationales en la matière d'une Partie devront être communiquées dans le délai requis à l'autre Partie.

## ARTICLE IX.

Chacune des Parties contractantes reconnaît la nationalité des navires de l'autre Partie sur la base des documents se trouvant à bord de ces navires délivrés par les Autorités compétentes conformément aux dispositions légales et réglementaires de la Partie contractante dont le navire bat pavillon.

## ARTICLE X.

Chacune des Parties contractantes reconnaît tous les documents se trouvant à bord des navires de l'autre Partie relatifs à leur équipement, leur équipage, leur jauge et tous autres certificats et documents délivrés par les Autorités compétentes, conformément aux dispositions légales et réglementaires de la Partie contractante dont le navire bat pavillon.

Les calculs de jauge des navires des deux Parties contractantes sont effectués conformément aux lois et règlements en vigueur dans les ports d'escale de chacune des deux Parties.

## ARTICLE XI.

Chacune des Parties contractantes reconnaît les pièces d'identité des gens de mer délivrées par les Autorités compétentes de l'autre Partie contractante et dont le modèle est annexé au présent Accord. Les dites pièces d'identité sont, en ce qui concerne le Royaume du Maroc, « Le Livret Maritime » et, en ce qui concerne la République Italienne, « Il Libretto di Navigazione ».

## ARTICLE XII.

Les personnes en possession des documents d'identité visés à l'article 11 du présent Accord peuvent, sans visa, descendre à terre et séjourner dans la commune où se trouve le port d'escale pendant que leur navire se trouve dans ledit port dès lors qu'elles figurent sur le rôle d'équipage du navire et sur la liste remise aux Autorités du port.

Lors de leur descente à terre et de leur retour à bord du navire, ces personnes doivent satisfaire aux contrôles réglementaires.

## ARTICLE XIII.

1) Les personnes ressortissants de l'une des Parties contractantes titulaires de l'un des documents visés à l'article 11 du présent Accord ont le droit de transiter sans visa par le territoire de l'autre Partie contractante pour rejoindre soit leur port d'embarquement,

soit leur Pays d'origine sous réserve qu'elles soient munies d'une autorisation d'embarquement ou de débarquement délivrée par les Autorités compétentes de leur Pays.

2) Le séjour sur le territoire de l'une des Parties contractantes des marins ressortissant de l'autre Partie et voyageant sous couvert de leur livret professionnel et d'un ordre d'embarquement ou de débarquement est limité à une durée de quinze jours consécutifs qui pourra être exceptionnellement prolongée pour les motifs valables dont l'appréciation appartient aux Autorités compétentes.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à réadmettre sans formalité sur son territoire tout titulaire du document visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article et délivré par elle, même dans le cas où la nationalité de l'intéressé serait contestée.

#### ARTICLE XIV.

Lorsqu'un membre de l'équipage titulaire du document d'identité visé à l'article 11 est débarqué dans un port de l'autre Partie contractante pour des raisons de santé, des circonstances de service ou pour d'autres motifs reconnus valables par les Autorités locales, celles-ci donnent les autorisations nécessaires pour que l'intéressé puisse, en cas d'hospitalisation, séjourner sur leur territoire et qu'il puisse soit regagner son Pays d'origine, soit rejoindre un autre port d'embarquement.

Pour les besoins de la navigation, le Capitaine d'un navire qui se trouve dans un port de l'autre Partie contractante ou tel membre de l'équipage qu'il désigne, est autorisé à se rendre auprès de l'Agent consulaire ou diplomatique de son Pavillon ou du Représentant de la Compagnie qui est propriétaire du navire ou l'a affrété.

#### ARTICLE XV.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'empêcher l'entrée ou le séjour sur leur territoire de tout porteur du document d'identité visé à l'article 11 dont la présence serait jugée indésirable.

#### ARTICLE XVI.

Les Autorités de l'Etat de résidence n'interviennent dans aucune affaire intéressant la Direction intérieure du Navire si ce n'est à la demande ou avec le consentement de l'Agent consulaire ou diplomatique, en cas d'empêchement de ce dernier, à la demande ou avec le consentement du Capitaine.

Sauf à la demande ou avec le consentement de l'Agent consulaire ou diplomatique ou du Capitaine, les Autorités de l'Etat de résidence ne se saisissent d'aucune affaire survenue à bord si ce n'est pour le maintien de la tranquillité et de l'ordre public ou dans

l'intérêt de la santé ou de la sécurité publique à terre ou dans le port, ou pour réprimer des désordres auxquels des personnes étrangères à l'équipage se trouveraient mêlées.

Les Autorités de l'Etat de résidence ne procèdent à aucune poursuite concernant les infractions commises à bord, à moins que ces infractions ne répondent à l'une des conditions suivantes:

a) Avoir porté atteinte à la tranquillité ou à la sécurité du port ou aux lois territoriales concernant la santé publique, la sécurité de la vie humaine en mer, la protection du milieu marin, les douanes et autres mesures de contrôle.

b) Avoir été commises par ou contre des personnes étrangères à l'équipage ou ressortissant de l'Etat de résidence.

c) Etre punissable d'une peine privative de la liberté d'un minimum de cinq ans selon les législations de l'une et l'autre des Parties contractantes.

Si, aux fins d'exercer les droits visés au paragraphe 3 du présent article, il est dans l'intention des Autorités de l'Etat de résidence d'arrêter ou d'interroger une personne se trouvant à bord, ou de saisir des biens ou de procéder à une enquête officielle à bord, ces Autorités avisent, en temps opportun, l'Agent consulaire ou diplomatique compétent pour que celui-ci puisse assister à ces visites, investigations ou arrestations. L'avis donné a cet effet indique une heure précise et, si l'Agent consulaire ou diplomatique ne s'y rend pas ou ne s'y fait pas représenter, il est procédé en son absence. Une procédure analogue est suivie au cas où le Capitaine ou les membres de l'équipage seraient requis de faire des déclarations devant les juridictions ou les administrations locales.

Toutefois, en cas de crime ou de délit flagrant, les Autorités de l'Etat de résidence informent l'Agent consulaire ou diplomatique par écrit des mesures d'urgence qui ont dû être prises.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux investigations normales en ce qui concerne les douanes, la santé, l'admission des étrangers et le contrôle des certificats internationaux de sécurité.

#### ARTICLE XVII.

1) Si un navire battant Pavillon de l'une des Parties contractantes s'échoue ou fait naufrage dans les eaux territoriales de l'autre Partie, le navire, les personnes et la cargaison sont dûment secourus et jouissent des mêmes privilèges et avantages dont bénéficieraient dans des circonstances analogues les navires, personnes et cargaisons de ladite autre Partie, conformément aux dispositions légales de celle-ci.

2) Tous les honoraires, taxes, droits et frais afférents à des opérations de cette nature sont appliqués conformément aux lois, règlements et barèmes en vigueur dans chacun des deux Etats.



3) Le navire qui a subi une avarie, ses agrés et appareils, sa cargaison, ses pièces de rechange, ses provisions de bord, ne sont pas passibles des droits de douane et autres taxes à l'importations s'il ne sont pas, en cas de mise à terre, livrés à la consommation ou utilisés sur place.

#### ARTICLE XVIII.

Tous les règlements concernant l'affrètement des navires, les droits portuaires, les frais de réparation et de service, le chargement et le débarquement, le fret pour le transport des marchandises et l'approvisionnement des navires dans le port de l'une des Parties, ainsi que les autres paiements, seront effectués dans des délais raisonnables en une monnaie librement convertible et transférable.

#### ARTICLE XIX.

Pour assurer l'application du présent Accord, faciliter les consultations sur les principaux problèmes d'intérêt mutuel et aider au règlement des différends pouvant résulter de cette application, une Commission Mixte permanente est créée par les deux Parties. Elle se réunit une fois par an, alternativement dans l'un ou l'autre Pays, ou plus fréquemment à la requête de l'une ou l'autre Partie.

Pour tout différend né de l'application du présent Accord et qui n'aurait pu être résolu par les voies évoquées ci-dessus, les Parties contractantes se réservent la possibilité de s'en remettre, d'un commun accord, à un arbitre mutuellement agréé.

#### ARTICLE XX.

1) Les Parties contractantes coopèrent étroitement en vue de développement de leurs industries de la construction, de la réparation et du matériel navals, de l'extention de leur flotte de commerce, de la construction et de l'exploitation de leurs ports maritimes et de toutes les installations et facilités destinées au transbordement des marchandises et au traitement des navires y compris toutes installations d'aide à la navigation.

2) L'application des dispositions du paragraphe 1 fera le cas échéant l'objet d'Accords particuliers, sauf dans les domaines où de tels Accords ont déjà été conclus entre les Parties.

#### ARTICLE XXI.

1) Les Parties contractantes se concèdent mutuellement l'accès de leurs ressortissants aux entreprises et institutions de transport maritime et d'exploitation portuaire pour les besoins de formation professionnelle: de ce domaine relève en particulier la formation des

Officiers, ainsi que des techniciens de toutes les spécialités du transport maritime et de l'exploitation portuaire.

Ces facilités pourront comprendre l'embarquement d'Officiers de chacune des Parties contractantes sur les navires de l'autre Partie.

Les deux Parties s'accorderont une pleine coopération en matière d'assistance technique, d'échange de personnel, de formation professionnelle et d'aide matérielle et technique pour la formation de ce personnel.

2) L'application des dispositions du paragraphe 1 fera, le cas échéant, l'objet d'Accords particuliers, sauf dans les domaines où de tels Accords ont déjà été conclus entre les Parties.

#### ARTICLE XXII.

Chaque Partie contractante notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa constitution pour la mise en vigueur du présent Accord qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification.

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq années. Il est révisable à tout moment d'un commun accord.

Il est renouvelable par tacite reconduction pour une nouvelle période similaire, sauf dénonciation à tout moment par l'une des Parties contractantes, après un préavis d'une année.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.

Fait à Rabat le 15 avril 1982.

En deux originaux, en langue française.

المملكة المغربية  
ROYAUME DU MAROC

N° .....

المصيد البحري والملاحة التجارية  
Pêches Maritimes et Marine Marchande

دفتر بنغازي  
LIVRET MARITIME - LIBRETA DE NAVIGACION

Délivré à M ..... مسلم للسيد  
Entregado a .....

Nationalité ..... الجنسية  
Nacionalidad .....

Immatriculé au Quartier de ..... مسجل بالتسم  
Matriculado en el distrito de ..... البحري لمدينة

1

تسم  
TIMBRE

الصورة  
PHOTO

طابع  
CACHET  
Sello

(1) تسم صاحب التسمتر  
(1) Signature du Titulaire :  
Firma del Titular

التعرف بالامضاء  
من رئيس التسم البحري  
Certification de la signature  
Certificación de la firma

A ..... le .....

رئيس القسم البحري  
Le Chef du Quartier Maritime  
El Jefe del Distrito

(1) نمكس الامضاء بالكتابة  
أو بوضع انهام اليد اليميني  
(1) Ou empreinte du pouce droit  
Ou marca del pulgar derecho.

2

المصيد البحري والملاحة التجارية  
MARINE MARCHANDE - MARINA MERCANTE

Nom ..... الاسم العائلي  
Nombre .....

Prénoms ..... الاسم الشخصي  
Nombre de pila : .....

Né le : ..... ولد في  
.....

A : ..... ب  
En .....

Fils de ..... ابن السيد  
H, n de .....

Et de ..... والسيدة  
Y de .....

Domicile ..... سكناه  
.....

مسجل بالتسم البحري  
Immatriculé au Quartier de .....  
Matriculado en el Distrito de .....

لمدينة  
Inscrit définitif le ..... مسجل نهائيا بنارج  
le ..... definitivo et .....

بنارج  
De .....  
En .....

رئيس التسم البحري  
Le Chef du Quartier Maritime

3

معلومات عن صاحب التسمتر  
Renseignements sur le titulaire du livret  
Informes sobre el titular  
(Profession, services antérieurs, brevets, diplômes, etc...)  
(Profession, servicios anteriores, títulos, etc...)

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

**MARINA MERCANTILE ITALIANA**  
*ITALIAN MERCHANT MARINE*  
**LIBRETTO DI NAVIGAZIONE**  
*NAVIGATION CARD*

Mod. 5  
AR. 12. MAR. CN.  
MUSE 5

per la gente di mare di (1) ..... categoria  
for the seafarers of (1) ..... category  
di .....  
holder

nato ..... prov ..... il .....  
place of birth ..... country ..... date of birth .....

numero atto di nascita ..... cittadino .....  
number of birth certificate ..... citizenship .....

domiciliato a .....  
domicile .....

iscritto nelle matricole di (2) .....  
entered in the registers of the seafarers as (2) .....

a norma di (3) ..... in qualità di .....  
according to (3) ..... in capacity of .....

a n ..... codice fiscale .....  
number ..... fiscal code .....

**CONTRASSEGNI**  
*personal descriptions*

statura <i>height</i>	gruppo sanguigno <i>blood group</i>
occhi <i>colour of eyes</i>	sesto <i>sex</i>
	segni particolari <i>distinguishing marks</i>

Il presente libretto consta di pagine ... ed è stato rilasciato  
this card consists of pages ... and is released

il ... 19 ... per (4) ...  
on ... for ...

**Il Comandante del Porto**  
*The Officer in Command of the Port*

(1) (2) Indicare la categoria (1) e l'ufficio (2) in lettere maiuscole su apposito timbro  
category and office shall be indicated in capital letters by stamp

(3) indicare il numero (1) o (II) come Codice Navigazione ovvero art. 41 D.P.R. 2 ottobre 1968 n. 1439  
indicate the number (I) or (II) as Navigation Code or pursuant to art. 41 of D.P.R. 2 October 1968 n. 1439

(4) indicare il numero di trasferimento, categoria  
indicate whether or not transfer from the registers  
of number category

**Pagina riservata alla prima fotografia**  
*Page reserved for the first photograph of the holder*

TRADUZIONE NON UFFICIALE

---

ACCORDO IN MATERIA DI MARINA MERCANTILE  
TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E IL REGNO DEL MAROCCO.

Il Governo della Repubblica Italiana e il Governo del Regno del Marocco

Convinti che lo sviluppo dei trasporti marittimi tra la Repubblica Italiana ed il Regno del Marocco contribuirà a rafforzare la cooperazione tra i due Paesi

Animati dal desiderio di fondare tale amichevole cooperazione nel settore dei trasporti marittimi sul mutuo rispetto e sulla reciprocità di interessi

Consci della necessità di armonizzare le attività relative ai trasporti marittimi tra i due Paesi

Convengono quanto segue:

ARTICOLO 1.

Ai fini del presente Accordo:

1) Per «nave di una Parte contraente» si intende qualsiasi nave battente la bandiera della suddetta Parte, nonché le navi assimilate. Per «navi assimilate» si intendono quelle noleggiate da persone fisiche o giuridiche di una delle Parti contraenti, in conformità alla sua legislazione. Tuttavia, tale termine non comprende:

- a) le navi da guerra;
- b) le altre navi, il cui equipaggio appartenga alla Marina Militare;
- c) le navi di ricerche idrografiche, oceanografiche e scientifiche che non siano conformi ai regolamenti in vigore nell'altra Parte contraente, per quanto riguarda le attività corrispondenti;
- d) i pescherecci;
- e) le navi *sub standard*.

2) Per «membro dell'equipaggio di una nave» si intende qualsiasi persona arruolata a bordo di una nave per occuparvi un impiego permanente relativo al funzionamento della nave, alla sua conduzione, alla sua manutenzione o alla sua gestione e registrata nel ruolo dell'equipaggio.

## ARTICOLO 2.

Il presente Accordo si prefigge di organizzare i traffici marittimi tra i porti italiani e i porti marocchini e di definire le condizioni alle quali le navi delle Parti contraenti potranno accedere al traffico marittimo dei due Paesi.

## ARTICOLO 3.

Le Parti contraenti si impegnano a cooperare per eliminare gli eventuali ostacoli che potrebbero rendere più difficile lo sviluppo dei traffici marittimi tra i porti dei due Paesi e a prendere ogni disposizione necessaria ad assicurare il coordinamento dei traffici e l'organizzazione di un servizio adeguato per proteggere gli interessi in materia di commercio estero di ciascuno dei due Paesi.

## ARTICOLO 4.

Per quanto riguarda i trasporti via mare delle merci tra i due Paesi, il regime applicato dalle Parti contraenti ai trasporti di linea favorirà una partecipazione equilibrata dei rispettivi armamenti, basandosi sulla formula di ripartizione 40-40-20 in volume ed in valore, rimanendo inteso che ciascuna delle due Parti contraenti avrà diritto ad effettuare almeno il 40 % di tali trasporti.

Il regime da applicarsi da parte delle Parti contraenti agli altri trasporti di merci ed ai trasporti di passeggeri dovrà favorire una partecipazione equa.

Ciascuna Parte contraente dispone sovranamente dei diritti di traffico che le spettano, ai sensi del presente articolo.

## ARTICOLO 5.

1) Le modalità di applicazione delle disposizioni dell'articolo 4 del presente Accordo saranno stabilite di comune accordo tra gli armatori delle due Parti contraenti. Qualsiasi intesa tra detti armatori, in particolare ogni variazione dei tassi di nolo, dovrà essere comunicata, ai fini di un eventuale esame, alla Commissione mista prevista all'articolo 19 del presente Accordo.

2) Gli armatori avranno il compito di prendere le misure necessarie a garantire l'organizzazione dei traffici in oggetto, nell'ambito di conferenze concernenti le linee regolari, il traffico di navi da carico non di linea ed il traffico di passeggeri, al fine di permettere una migliore organizzazione di detti traffici, nell'interesse reciproco degli armatori e dei caricatori dei due Paesi.

## ARTICOLO 6.

Le Parti contraenti si asterranno dall'effettuare i servizi portuali nel territorio dell'altra Parte, in particolare le operazioni di pilotaggio e di rimorchio, nei porti, nelle acque territoriali e nelle vie navigabili interne, le operazioni di cabotaggio, di rimessa a galla, di salvataggio e di assistenza e, in conformità alle loro legislazioni nazionali, ogni altra attività in particolare di ricerca scientifica o di pesca riservata alle navi battenti la bandiera nazionale.

Tuttavia, lo sbarco di merci provenienti dall'estero, da parte di navi mercantili di una Parte contraente, che navighino da un porto all'altro dell'altra Parte contraente, non verrà considerato come cabotaggio.

## ARTICOLO 7.

Ciascuna Parte contraente accorderà nei propri porti, alle navi dell'altra Parte contraente, lo stesso trattamento previsto per le proprie navi per quanto riguarda la riscossione dei diritti e tasse portuali, nonché il libero accesso ai porti, il loro uso e le facilitazioni di ogni specie da essa concesse alla navigazione e alle operazioni commerciali per le navi ed i loro equipaggi, i passeggeri e le merci, come anche l'assegnazione dei posti di ormeggio, e le agevolazioni di carico e scarico.

## ARTICOLO 8.

Le due Parti contraenti prenderanno, nell'ambito della loro legislazione e dei loro regolamenti portuali, le misure necessarie per semplificare il disbrigo delle formalità amministrative, doganali e sanitarie, vigenti nei porti stessi.

Le due Parti si accorderanno un trattamento non discriminante per quanto riguarda tali formalità.

Le disposizioni del presente articolo non pregiudicano i diritti delle Autorità locali per quanto riguarda l'applicazione della legislazione e della regolamentazione doganale, la sanità pubblica e le altre misure di controllo concernenti la sicurezza delle navi e dei porti, la protezione contro l'inquinamento marino, la tutela delle vite umane, il trasporto di merci pericolose, il controllo delle merci e l'ammissione degli stranieri, nonché ogni azione legale in tutti quei casi in cui fosse coinvolta la responsabilità civile dell'altra Parte contraente, al momento della sosta in un porto della prima Parte, rimanendo inteso che ogni legislazione e regolamento nazionale in materia, di una Parte, dovrà essere comunicata, nei termini prestabiliti, all'altra Parte.

## ARTICOLO 9.

Ciascuna delle Parti contraenti riconoscerà la nazionalità delle navi dell'altra Parte sulla base dei documenti di bordo, rilasciati dalle competenti Autorità, in conformità alle disposizioni legali e regolamentari della Parte contraente di cui la nave batte bandiera.

## ARTICOLO 10.

Ciascuna delle Parti contraenti riconoscerà tutti i documenti di bordo delle navi dell'altra Parte, relativi alle loro attrezzature, al loro equipaggio, alla loro stazza e ogni altro certificato e documento rilasciato dalle Autorità competenti, in conformità alle disposizioni legali e regolamentari della Parte contraente di cui la nave batte bandiera.

I calcoli di stazza delle navi delle due Parti contraenti saranno effettuati in conformità alle leggi e regolamenti vigenti nei porti di scalo di ciascuna delle due Parti.

## ARTICOLO 11.

Ciascuna delle Parti contraenti riconoscerà i documenti di identità dei marittimi rilasciati dalle competenti Autorità dell'altra Parte contraente, il cui modello è allegato al presente accordo. Tali documenti d'identità sono, per il Regno del Marocco, « Le Livret Maritimes » e, per la Repubblica Italiana, « Il Libretto di Navigazione ».

## ARTICOLO 12.

Le persone munite del documento d'identità previsto all'articolo 11 del presente accordo, sempre che siano iscritte nel ruolo d'equipaggio della nave e riportate nell'elenco rimesso alle Autorità portuali, possono, senza necessità di visto, nel corso della sosta della nave nel porto di scalo, scendere a terra e trattenersi nell'ambito del comune in cui si trova il suddetto porto.

Scendendo a terra e ritornando a bordo, tali persone saranno tenute a sottoporsi ai controlli regolamentari.

## ARTICOLO 13.

1) Ai cittadini di una delle Parti contraenti, titolari di uno dei documenti di cui all'articolo 11 del presente Accordo, sarà consentito di attraversare il territorio dell'altra Parte contraente per raggiungere sia il loro porto d'imbarco, sia il loro Paese d'origine, senza



necessità di visto, a condizione che siano in possesso di una dichiarazione d'imbarco o di sbarco rilasciata dalle competenti Autorità del loro Paese.

2) Il soggiorno sul territorio di una delle Parti contraenti dei marittimi, cittadini dell'altra Parte, che viaggiano muniti del loro libretto professionale e di un'autorizzazione di imbarco o di sbarco è limitato ad una durata di quindici giorni consecutivi che potrà eccezionalmente essere prorogata, per validi motivi, la cui valutazione spetta alle competenti Autorità.

Ciascuna delle due Parti contraenti s'impegna a riammettere senza formalità sul suo territorio, qualsiasi persona titolare del documento di cui al comma primo del presente articolo e da essa rilasciato, anche nel caso in cui la nazionalità dell'interessato fosse messa in dubbio.

#### ARTICOLO 14.

Qualora un membro dell'equipaggio, titolare del documento di identità di cui all'articolo 11, sbarchi in un porto dell'altra Parte contraente per motivi di salute, ragioni di servizio o per altri motivi riconosciuti come validi dalle Autorità locali, queste ultime rilasceranno le autorizzazioni necessarie affinché l'interessato possa, in caso di ricovero, soggiornare sul suo territorio e possa sia tornare nel suo Paese d'origine, sia raggiungere un altro porto d'imbarco.

Per le necessità della navigazione, il Comandante di una nave che si trova in un porto dell'altra Parte contraente, o un membro dell'equipaggio da lui designato, sarà autorizzato a recarsi presso l'Agente consolare o diplomatico del Paese di bandiera, o presso il rappresentante della Società proprietaria della nave o che l'ha presa in noleggio.

#### ARTICOLO 15.

Le due Parti contraenti si riservano il diritto di vietare l'ingresso o il soggiorno sul loro territorio a qualsiasi persona in possesso del documento d'identità di cui all'articolo 11, la cui presenza fosse ritenuta indesiderabile.

#### ARTICOLO 16.

Le Autorità dello Stato di residenza non interverranno in alcuna questione di competenza della Direzione interna della nave, se non su richiesta o con il consenso dell'Agente consolare o diplomatico, o, in caso di impedimento di quest'ultimo, su richiesta o con il consenso del Comandante.

Tranne che su richiesta o con il consenso dell'Agente consolare o diplomatico o del Comandante, le Autorità dello Stato di residenza

non interverranno in nessuna questione che sorga a bordo se non per il mantenimento della tranquillità e dell'ordine pubblico, o nell'interesse della sanità o della sicurezza pubblica a terra o nel porto, o per reprimere disordini nei quali fossero coinvolte persone estranee all'equipaggio.

Le Autorità dello Stato di residenza non intraprenderanno alcuna azione legale relativa alle infrazioni commesse a bordo, a meno che tali infrazioni non presentino una delle seguenti condizioni:

a) abbiano pregiudicato la tranquillità o la sicurezza del porto o le leggi territoriali relative alla sanità pubblica, alla sicurezza della vita umana in mare, alla protezione dell'ambiente marino, alle dogane e ad altre misure di controllo;

b) siano state commesse da o contro persone estranee all'equipaggio, o cittadini dello Stato di residenza;

c) siano passibili di una pena che privi della libertà per un minimo di cinque anni secondo le legislazioni di ambedue le Parti contraenti.

Se, al fine di esercitare i diritti di cui al paragrafo 3 del presente articolo, sia intenzione delle Autorità dello Stato di residenza di arrestare o di interrogare una persona che si trova a bordo, o di confiscare i suoi beni, o di procedere ad un'inchiesta ufficiale a bordo, tali Autorità avviseranno, in tempo opportuno, l'Agente consolare o diplomatico competente affinché egli possa assistere a tali visite, investigazioni o arresti. L'avviso dato a tal fine dovrà riportare un'ora precisa e, se l'Agente consolare o diplomatico non si reca nel luogo indicato o non vi si fa rappresentare, si procederà in sua assenza. Un'analogha procedura sarà seguita qualora al Comandante o ai membri dell'equipaggio fosse richiesto di rilasciare dichiarazioni al cospetto delle giurisdizioni o delle Amministrazioni locali.

Tuttavia, in caso di delitto grave o flagranza, le Autorità dello Stato di residenza informeranno per iscritto l'Agente consolare o diplomatico dei provvedimenti di urgenza che hanno dovuto adottare.

Le disposizioni del presente articolo non sono applicabili alle normali investigazioni concernenti le dogane, la sanità, l'ammissione degli stranieri ed il controllo dei certificati internazionali di sicurezza.

#### ARTICOLO 17.

1) Qualora una nave battente bandiera di una delle Parti contraenti si areni o faccia naufragio nelle acque territoriali dell'altra Parte, la nave, le persone ed il cargo saranno debitamente soccorsi e godranno degli stessi privilegi e vantaggi di cui beneficerebbero in circostanze analoghe le navi, le persone ed i carichi dell'altra Parte, in conformità alle disposizioni legali di quest'ultima.

2) Tutti gli emolumenti, tasse, diritti e spese relativi ad operazioni di tale natura sono applicati in conformità alle leggi, regolamenti e tariffe in vigore in ciascuno dei due Stati.

3) La nave che ha subito un'avaria, i suoi attrezzi ed apparecchiature, il suo carico, i suoi pezzi di ricambio, le sue provviste di bordo, non saranno sottoposti ad alcun diritto doganale o dazio d'importazione, sempre che, in caso di sbarco, non vengano destinati al consumo o utilizzati sul posto.

#### ARTICOLO 18.

Tutti i pagamenti concernenti il noleggio delle navi, i diritti portuali, le spese di riparazione e di servizio, l'imbarco e lo sbarco, il nolo per il trasporto delle merci e l'approvvigionamento delle navi nel porto di una delle Parti, nonché gli altri pagamenti, saranno effettuati in termini di tempo ragionevoli, in una valuta liberamente convertibile e trasferibile.

#### ARTICOLO 19.

Per garantire l'applicazione del presente Accordo, facilitare le consultazioni sui principali problemi di reciproco interesse e contribuire alla risoluzione delle controversie eventualmente risultanti da tale applicazione, una Commissione mista permanente sarà creata dalle due Parti. Essa si riunirà una volta l'anno, alternativamente in uno dei due Paesi, o più di frequente su richiesta dell'una o dell'altra Parte.

Per qualsiasi controversia che dovesse derivare dall'applicazione del presente Accordo e che non potesse risolversi mediante le vie di cui qui sopra, le Parti contraenti si riservano la possibilità di adire, di comune accordo, un arbitro che abbia il gradimento di ambedue.

#### ARTICOLO 20.

1) Le Parti contraenti collaboreranno strettamente per lo sviluppo delle loro industrie di costruzione, di riparazione e del materiale navale, per il potenziamento della loro flotta commerciale, per la costruzione e la gestione dei loro porti marittimi e di tutte le installazioni ed attrezzature destinate al trasbordo delle merci e al trattamento delle navi, compresa ogni attrezzatura di aiuto alla navigazione.

2) L'applicazione delle disposizioni del paragrafo 1) sarà, all'occorrenza, oggetto di Accordi particolari, tranne che nei settori nei quali tali Accordi siano già stati conclusi fra le Parti.

#### ARTICOLO 21.

1) Le Parti contraenti si accorderanno reciprocamente per l'accesso dei loro cittadini alle società ed enti di trasporto marittimo e

di gestione portuale per esigenze di formazione professionale: è di competenza di questo settore l'istruzione degli ufficiali, nonché quella dei tecnici di tutte le specializzazioni di trasporto marittimo e di gestione portuale.

Tali agevolazioni potranno includere l'imbarco di ufficiali di ciascuna delle Parti contraenti sulle navi dell'altra Parte.

Le due Parti si accorderanno per una completa cooperazione in materia di assistenza tecnica, di scambi di personale, di formazione professionale e di aiuto materiale e tecnico per la formazione di detto personale.

2) L'applicazione delle disposizioni del paragrafo 1) sarà, all'occorrenza, oggetto di Accordi particolari, tranne che nei casi in cui tali Accordi siano già stati conclusi fra le Parti.

#### ARTICOLO 22.

Ciascuna Parte contraente notificherà all'altra l'adempimento delle procedure richieste dalla sua Costituzione per l'entrata in vigore del presente Accordo, che acquisterà efficacia il primo giorno del secondo mese successivo alla data dell'ultima notifica.

Il presente Accordo è concluso per una durata di cinque anni. È rivedibile in ogni momento, per reciproco accordo.

È tacitamente rinnovabile per un ulteriore simile periodo, tranne denuncia, in qualsiasi momento, da parte di una delle Parti contraenti, con preavviso di un anno.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Rabat, il 15 aprile 1982.

In doppio originale, in lingua francese.